

LES « FILS » DU RÉSEAU

L'histoire dira à quel point le réseau de Jean-Christophe Mitterrand (JCM) a dégradé l'image de la France en Afrique. Ses embrouilles et complicités l'ont traînée du pitoyable à l'indigne. Papamadit avait, bien sûr, l'autorisation paternelle de se livrer à son jeu favori : le copinage avec les fils (ou filles) des autocrates du continent. En leur compagnie - sur le fond de misère, voire de terreur, cultivé par les Pères de la nation -, toute affaire, si mesquine ou sordide soit-elle, méritait de s'abaisser.

Ce réseau va disparaître, ou plutôt se laisser digérer par d'autres, qui n'attendent que l'élection présidentielle pour (re)déployer leurs fils. Et l'on pourrait fort bien aller de Charybde en Scylla. Charles Pasqua, qui a tissé sur les mêmes terres que JCM un réseau très serré - ce qui suppose bien des accommodements ignorés de l'électeur -, y a déjà dépêché son fils Pierre. Lui-même se voit Premier ministre, sinon davantage. Comment les Français voient-ils cette formidable régression de leur République, du népotisme ou filialisme ?

SALVES

« Plan Maréchal » (suite)

Maillard et Duclos, filiale de la Lyonnaise des Eaux, s'est noyée sous un flot de fausses factures. Elles étaient, selon Robert Bourachot, ex-PDG de Maillard, destinées « à rémunérer le RPR ». La Compagnie fermière de Vichy est le pivot de plusieurs de ces opérations. Oecuménique, le PDG fermier prétend qu'il arrosait aussi de ses liquidités l'ancien conseiller élyséen F. de Grossouvre. Lors de la construction des bains Callou, un virement aurait, selon R. Bourachot, « été opéré sur un pays d'Afrique » : ce pompage vichyssois amorçait-il le « plan Maréchal pour l'Afrique » réclamé par Bongo à Biarritz ? (Libération, 15/12/1994. Cf. Billets n° 17).

Phosphates

L'Office Togolais des Phosphates (OTP) produit et commercialise l'une des principales richesses du Togo. En 1987, un cabinet anglais a été payé 4,5 millions de \$ pour rendre plus « transparente » sa gestion financière, en tissant autour de lui une toile d'araignée d'une vingtaine de sociétés-écrans, domiciliées à Jersey, au Panama, au Libéria, en Suisse... Il se dit que l'admiration béate de certains poids lourds de la politique française envers le régime Eyadema - ponctuée de visites d'amitié en période pré-électorale -, n'est pas étrangère aux possibilités de soustraire de la comptabilité publique togolaise quelques cargaisons de phosphates, ou leur contre-valeur. Pour ce genre de calcul, ça phosphore dur dans la Françafrique ! (La Tribune des démocrates, Togo, 29/11/1994).

Au Zaïre, ce sont des trains entiers de cuivre, et 70 % des diamants, qui partent pour des destinations inconnues, mais il n'est pas besoin de sociétés-écrans : l'anarchie mobutuesque joue le rôle d'écran total. L'on comprend l'ardeur de ses fans à reprogrammer cet immense metteur en scène.

Amnistie

Le lieutenant-colonel Yoma Djoua était jusqu'à cet automne le personnage principal de l'armée togolaise, après le général Eyadema. Il cumulait six commandements officiels, dont celui des commandos de la Garde Présidentielle, et celui, officieux, du réseau de terrorisme d'État - des escadrons de la mort dénommés *Brigades Rouges* ou *Pigeons*. Cette dernière unité a été formée en 1988 par une mission spéciale de la coopération militaire française - le futur DAMI, qui s'est « illustré » au Rwanda. Un témoignage accablant, recueilli au Ghana, a dénoncé le plus récent des forfaits de Djoua, l'assassinat de Laurent Agbemavor. Sous la pression internationale, et parce que sa capacité de nuire inquiétait Eyadema soi-même, Djoua est arrêté fin octobre. Il menace alors, semble-t-il, de tout débattre s'il est jugé.

L'on concocte donc une « amnistie générale ». Bernard Debré, en visite le 11 décembre à Lomé - nos ministres de la Coopération s'y bousculent -, tire prétexte de ce signe de réconciliation pour réclamer à l'Union Européenne, réticente, la reprise de sa coopération avec le Togo... (Les Nouvelles du Togo, 16/12/1994).

Mission militaire

L'ancien gendarme et membre du SDECE Michel Roussin ne s'en était jamais caché : pour lui, coopérations civile et militaire forment un tout. L'intégration des deux, à fort relent néocolonial, aura été achevée avant sa démission forcée : désormais, la Mission militaire de coopération du général Huchon est étroitement associée, au sein du Comité d'orientation et de programmation (COP), à l'élaboration des notes d'orientation à moyen terme (OMT), qui deviennent « le document officiel de référence pour la mise en œuvre de la politique française de coopération, notamment au moment de la répartition des enveloppes par pays et de l'exercice de programmation ». Les intérêts corporatistes et les schémas fachodesques du lobby militaro-africaniste, comme ses conceptions très spéciales de la démocratie en Afrique (voir ses « références » : Rwanda, Togo, Guinée Équatoriale, Zaïre, Djibouti, ...) co-définiront donc la coopération au « développement ». (La lettre de la rue Monsieur - ou Mongénéral ? -, 10/1994).

Debré normalisé

Bernard Debré aura eu le mérite de résister quelques semaines aux chars de la raison d'État - protectrice des responsables du génocide et intransigeante envers le gouvernement de Kigali. Mais il aura fini par capituler : le 18 décembre, dans un « discours de Brazzaville » déchu de toute grandeur gaullienne, il a subordonné au retour des réfugiés et à l'organisation d'élections la reprise de l'aide française au Rwanda - la renvoyant ainsi à Pâques ou à la Trinité. La Françafrique espère que, d'ici là, la non-assistance à pays en danger aura permis de vérifier son choix du pire.

Justice au Rwanda !

Pour ceux qui en doutaient encore, la commission des trois experts indépendants créée le 1^{er} juillet par l'ONU a confirmé, dans son rapport final du 30 novembre, la réalité du génocide rwandais : « *Il existe des preuves accablantes indiquant que des actes de génocide contre le groupe tutsi ont été perpétrés par des éléments hutu, d'une façon concertée, systématique et méthodique* ».

Quasi disloqué par cette secousse, le Rwanda ne peut se remettre sans l'apport de soins et secours extérieurs (qui ont jusqu'ici, pour 1,5 milliards de \$, plutôt consolidé les camps de réfugiés). Premier remède : la justice, qui suppose la confiance. La tragédie a révélé des « justes ». Beaucoup sont morts. Parmi les survivants, certains ont pris le risque de s'engager politiquement, tentant, en un pari peut-être surhumain, de reconstruire un pays d'où soit bannie la haine ethnique. Face aux poussées de fièvre (vengeances, conflits de propriété, menées extrémistes de tous bords, exactions allant jusqu'à l'enlèvement de magistrats), il urge d'aider ces « survivants » à dresser les remparts du Droit : par des apports matériels ou financiers, mais aussi par une présence humaine, solidaire de toutes les victimes - passées ou potentielles. Pourquoi ne se déploierait pas en cette occasion un mouvement de la société civile africaine - qui ne manque pas de juristes militants ?

Révisionnisme

L'édition de septembre 1994 du Petit Robert des noms propres conclut ainsi l'histoire du Rwanda : « *En avril 1994, le FPR abattit J. Habyarimana à bord de son avion et lança une vaste offensive marquée par des massacres et la fuite de millions de personnes dans une zone de sécurité mise en place par la France ("opération Turquoise", juin 1994) et au Zaïre* ». Génocide, connais pas... et encore moins ses auteurs.

La plupart des ONG flamandes et nombre de religieux catholiques refusent de prendre la mesure du génocide. Seule compte la défense du « *peuple humilié* », exilé au Zaïre. Les Hutus seraient aujourd'hui victimes d'un « *génocide sélectif* », prolongeant l'agression que le FPR a infligée au paradis rwandais. Cette agression serait le péché originel, responsable d'une sorte d'auto-génocide des Tutsis. La colère qu'elle a suscitée chez le « *peuple* » est un coup de folie, qui mérite un non-lieu. Cette interprétation maternaliste est "impardonnable" : les chrétiens devraient savoir qu'il n'y a pas de pardon sans aveu. La réconciliation est impossible tant que le « *peuple* » sera réduit à une race, rangée derrière les « *bergers du génocide* » - eux-mêmes excusés par d'étranges pasteurs.

Le 4 août, une trentaine de prêtres hutus écrivaient à Jean-Paul II, de Goma, que « *les massacres qui ont eu lieu au Rwanda sont le résultat de la provocation et du harcèlement du peuple rwandais par le FPR. [...] Nous osons même affirmer que le nombre de Hutus civils tués par l'armée du FPR dépasse de loin les Tutsis victimes des troubles ethniques* ». L'un des signataires est le père Wenceslas Munyeshyaka : porteur de deux kalachnikovs, on l'a vu en avril accompagner les miliciens hutus dans les rues de Kigali. Deux mois plus tard, le Père Desouter, président du Comité des instituts missionnaires belges, déclarait qu'il n'y avait jamais eu autant de Tutsis qu'après les massacres (Cf. *Golias*, 11/1994). Au même moment, l'abbé Pierre Cibambo, responsable de la Caritas à Bukavu (complaisamment cité par la revue belge *Espérance des pauvres, Espérance des peuples*), s'insurgeait de ce que « *l'opinion internationale tarde à se remettre de l'indignation que les massacres (qui sont en tout cas inacceptables) avaient provoquée chez elle* ».

Faute de les reconnaître, l'Église tarde pour sa part à se remettre de certaines connivences avec le racisme populaire de Saint Juvénal.

Clément ou Complice ?

Réduisant à peau de chagrin (et de pitié...) la Convention de Genève pour la prévention et la répression du génocide, le Parlement a adopté le 20 décembre un projet de loi dont la formulation empêche de fait la poursuite en France des auteurs de crimes contre l'humanité commis en ex-Yougoslavie avant le 1^{er} mars 1994... Pour lever ce verrou, et un autre obstacle à l'action judiciaire, la Commission des lois avait adopté deux amendements. Le ministre Clément les a fait rejeter, grâce à quelques députés godillots ramassés dans les couloirs. Les Mladic, Karadzic et autres purificateurs ethniques pourront bientôt venir à Paris recevoir les honneurs républicains, et faire l'objet des mêmes attentions que les génocidaires rwandais. Une overdose de pastilles Vichy en perspective !

Veto

La dictature équato-guinéenne et/ou les réseaux français qui se sucent avec elle ont trop forcé la dose (de digitaline) : deux morts de coopérants trop curieux, plus une tentative d'empoisonnement (cf. *Billets* n° 16) suscitent d'autres curiosités, fort déplaisantes. Pour la première fois, la Cour des comptes s'est décidée à opérer un contrôle financier des dépenses du Fonds d'aide et de coopération (FAC), à propos de ce charmant pays. Juste au moment où la coopération policière (le SCTIP) obtenait de bénéficier, en grand, des procédures comptables laxistes du FAC ! Et le juge d'instruction de Carcassonne, chargé de l'un des assassinats, qui demande une commission rogatoire internationale afin d'enquêter sur place ! Le zèle a des limites : Juppé a mis son veto. (*Libération*, 02/12/1994).

Artifices

Les dégâts indéfinis des millions de mines antipersonnel épandues à travers le monde sont maintenant bien connus. Toutes ces morts et mutilations absurdes ont révélsé à juste titre l'opinion publique. L'on savait moins que plusieurs des principaux fabricants français de feux d'artifices arrondissaient leurs bénéfices en produisant et vendant cette sorte de « jouets » très lucratifs. L'association civique *Agir ici* a eu l'idée éclatante d'inviter leurs premiers clients, les municipalités, à examiner de plus près le « portefeuille » d'activités de ces pyrotechniciens polyvalents. L'un d'eux, *Lacroix Étienne Tous Artifices*, s'est mis en pétard : il a assigné *Agir ici* en référé pour diffamation, en ergotant sur la définition des mines antipersonnel. Cet artifice sémantique n'a pas convaincu le tribunal : déboutant Lacroix Étienne, il l'a renvoyé, la mine déconfitée, expliquer à son personnel le bien-fondé de sa stratégie de diversification...

Générosité

Deux enquêtes, l'une réalisée par la Commission Coopération Développement (pour 1991 et 1992), l'autre par la Fondation de France (1993), fournissent des indications utiles. Sur 87 000 F de revenu disponible, les Français ont donné en moyenne, en 1993, 250 F aux associations. Un dixième (25 F) est destiné à l'aide internationale - soit 1,45 milliards. L'essentiel de cette collecte répond à des appels d'urgence plus que de développement. Aux 25 F de don moyen, les organismes internationaux (surtout l'Union Européenne) ajoutaient 10 F en 1992, et l'État 6 F seulement - sur une APD [*aide publique au développement*] totale représentant quelque 750 F par habitant.

ILS ONT DIT

« Je suis Hutu, et je ne suis pas vendu à la cause du FPR. Si je suis vendu, c'est à la cause de la réconciliation nationale. [...] La réconciliation passe d'abord par une révolution des mentalités et cela va prendre du temps. Il faut réapprendre le sens de la nation ; que l'essentiel n'est pas d'être Hutu ou Tutsi, mais bien d'être Rwandais. Je ne comprends pas pourquoi on veut nous juger aussi rapidement. [...] Ceux qui nous jugent ne mesurent pas la dimension du traumatisme qui frappe notre pays. On compte jusqu'à un million de victimes. » (**Faustin TWAGIRAMUNGU**, in *Le Nouvel Observateur*, 08/12/1994).

« Nous avons notre armement lourd. Nous avons même des hélicoptères et nous allons nous en servir. Et quand nous aurons assez de munitions, nous retournerons au Rwanda » (**Eliezer NIYITEGEKA**, ministre de l'Information de l'ex-Gouvernement intérimaire rwandais, interrogé au Zaïre. *The Washington Post*, 20/11/1994).

« Tout le réseau de l'État [*rwandais*] a trempé [*dans le génocide*]. Ceux qui ont essayé d'empêcher cela [...] ont été tués. [...] Je pense que [...] quelqu'un avait réussi une sorte de coup d'État, ourdi dans l'entourage même du président défunt. [...] Il est clair que les responsables de la haute sphère de l'armée ont organisé ce génocide. Ils ont utilisé le gouvernement de transition comme paravent. » (**Joseph MATATA**, Secrétaire permanent de l'Association rwandaise de défense des droits de l'Homme, in *Traits d'union Rwanda*, novembre 1994).

[*Ce « quelqu'un » dont Joseph Matata ne donne pas le nom est probablement celui qui, dès le mois de mai, figurait en tête de la liste des officiers responsables établie par African Rights : le colonel Théoneste Bagosora. L'opération Turquoise a laissé filer vers le Zaïre ce chef d'orchestre du génocide. Il n'y est pas autrement inquiété.*]

« Le Rwanda et le Burundi n'intéressent pas beaucoup la France. Ce n'est qu'un point de départ pour contrôler des morceaux beaucoup plus intéressants. » (**Pierre BUYOYA**, ex-Président du Burundi, in *Traits d'union Rwanda*, 11/1994).

« La France et sa grandeur ! Elle lui a fait commettre tant d'erreurs ! Franchement, je ne comprends pas la politique africaine de la France ! » (**Un diplomate érythréen** à Biarritz, cité par Philippe Demenet, in *Croissance*, décembre 1994).

[*Nous non plus !*]

À FLEUR DE PRESSE

Courrier international, **Aristocraties armées**, 15/12/1994 (Alexandre ADLER) : « La démocratie progresse à partir de deux grands foyers, l'Afrique du Sud et les États francophones les plus développés ; mais de véritables royaumes combattants se fédèrent de proche en proche et imposent parfois une autre logique contre des démocraties encore balbutiantes. On l'a vu [...] surtout avec l'Ouganda de Museveni, qui rassemble autour de lui les aristocraties armées tutsies du Rwanda et du Burundi, ainsi que l'armée Dinka du colonel Garang au sud du Soudan, avant peut-être de s'étendre vers le Kenya et les Oromo d'Éthiopie. La démocratie africaine doit digérer ces petits royaumes combattants par le compromis politique, comme l'ANC est en train de le faire du pouvoir zoulou en Afrique du Sud, mais, pour cela, elle doit d'abord se renforcer, ce qui passe par une coopération beaucoup plus étroite entre Paris et Pretoria, les deux piliers de la démocratie africaine de demain. »

[*Les connaisseurs et amis du Rwanda ont lu avec effarement cet article du Directeur éditorial de Courrier international. Que ce brillant analyste soit spécialiste de l'ex-URSS n'est pas une excuse : on n'est pas obligé de parler de l'Afrique quand on ne la connaît, via l'Élysée, qu'au travers des synthèses délirantes établies par les services secrets. En géopolitique aussi, la Roche Tarpéienne est proche du Capitole : le syndrome microcéphalique de Fachoda peut saper les plus grands desseins.*]

Oser, 6 mois après le génocide des Tutsis, resservir cette caricature grotesque des enjeux politiques dans la région des Grands Lacs, dont les versions plus sommaires ont pavé le chemin des massacres - d'une « aristocratie » bien désarmée et de tous les "social-traitres" hutus ! Ravaler les Tutsis du Rwanda à des suppôts de l'étranger, l'Ouganda, dirigé par l'"antidémocrate" Museveni (qui vient d'accepter d'ouvrir les comptes de l'État et des sociétés publiques à un audit externe : combien d'invités de Biarritz ont pris ce risque ?) ! Présenter Paris comme un « pilier de la démocratie africaine », malgré son soutien au camp du génocide rwandais, au racisme intégriste de Khartoum ou à Ubu Obiang, malgré le nouvel essor de ses alliances avec Eyadema et Mobutu, malgré la dérive mafieuse de ses réseaux politico-affairistes... !

L'Afrique d'Adler ressemble à l'Europe de Je suis partout, où les Tutsis ont remplacé les Juifs. Il est vrai que le régime national-socialiste-chrétien de Juvénal Habyarimana était parvenu, par sa rhétorique attrape-tout, à séduire en même temps des nationalistes (tels ces flamingants considérant la « révolution sociale » hutue comme un remake de celle qu'ils menèrent contre leurs maîtres wallons), des socialistes (tendance Élysée-Globe-Adler), et des chrétiens (de l'Internationale démocrate-chrétienne à l'Opus Dei, en passant par certaines ONG adeptes du communautarisme ethnique). Ader a inventé l'aviation, Adler a passé le mur du çon. Du temps de l'Aéropostale, on ne faisait pas de loopings avec le Courrier - dont la même livraison comporte d'excellentes pages Afrique.]

Le Nouvel Observateur, Rwanda : les stigmates du génocide, 08/12/1994 (Laurent BIJARD) : « Tous les jours, l'avocat Joseph Matata, membre du Collectif des Droits de l'Homme, rend visite à son vieil ami, le ministre de la Justice - et ancien responsable du Collectif -, Alphonse Nkubito. "Je lui remonte le moral. Car il doit faire le maximum avec un minimum. En tout et pour tout, il ne dispose que d'une seule voiture pour tout le ministère." Récemment, il a remis à l'armée une liste des véhicules de son ministère volés par les soldats du FPR. [...]

Ceux qui sont venus enquêter sur le génocide sont amenés à s'intéresser aux dérives des soldats victorieux et aux ratés du nouveau régime. D'ailleurs, en Europe comme aux États-Unis, on veut d'abord savoir ce qui se passe aujourd'hui dans le pays. Souci légitime. Mais on a tendance à oublier l'effroyable actualité du génocide. On s'empresse d'exiger, sur l'heure, une démocratie parfaite aux portes d'un enfer où les victimes n'ont pas encore fini de pourrir sous le soleil et où les survivants manquent de tout. Privé d'aide, le gouvernement a peu de chances de réussir là où on l'attend. "C'est un peu comme si on appuyait sur la tête de quelqu'un en train de se noyer dans une piscine sous les yeux de tout le monde", dénonce un diplomate occidental. [...]

Les profiteurs n'attendent pas. On les appelle les "Burundais" ou les "super-Rwandais". Ils reviennent de Bujumbura où pendant trente ans ils ont réussi à s'enrichir à l'ombre d'un pouvoir tutsi longtemps absolu. [...] Ils ont sauté sur les plus belles occasions. Superbes villas du quartier de Kivoyu, les meilleurs commerces, ils ont tout récupéré [...]. "Ceux-là sont des super-racistes, ils nous appellent les « rescapés », nous accusent d'avoir survécu. On les dérange, ils voudraient nous voir enterrés", lance une jeune kigalaise. [...] Faustin Twagiramungu, le Premier ministre, en est réduit à parler aujourd'hui d'un "pouvoir occulte" ou "d'un gouvernement parallèle". "Là encore, les choses pourraient s'arranger si on aidait le gouvernement à établir un État de droit. Donnons-lui les moyens et ensuite, on pourra juger de sa bonne ou de sa mauvaise foi. Après tout, il mérite bien une chance", estime Matata.

Filip REYNTJENS analyse ainsi l'attitude de ces "Burundais" (in *Sujets d'inquiétude au Rwanda en octobre 1994*, rapport daté du 03/11/1994) : « On observe une différence marquée entre la diaspora venue d'Ouganda et celle venue du Burundi, et, dès lors, entre l'"ancien" et le "nouveau" FPR. C'est surtout des "Burundais" [...] que provient cette crispation ethnique, qui s'explique à la lumière du vécu de ces réfugiés ces trente dernières années au Burundi : d'une part, ils ont souvent été les premiers boucs émissaires lors des sautes de tension ethnique au Burundi ; d'autre part, dans le cadre de leurs stratégies de survie, certains d'entre eux se sont alliés aux éléments les plus extrémistes de la classe politico-militaire du Burundi. En revanche, ceux venus d'Ouganda vivent beaucoup moins ces complexes ethniques : en effet les "Banyarwanda" y ont fait l'objet de discriminations et de persécutions en tant que Rwandais, Hutu et Tutsi confondus, et ils ont eu à faire face ensemble. Le radicalisme des "Burundais" est un phénomène extrêmement inquiétant : d'après un observateur tutsi avisé de l'intérieur, rescapé du génocide, les "Burundais" affichent des attitudes qu'il qualifie de "pires que les Interahamwe". L'importance de ce phénomène est amplifiée par le fait que de très nombreux "Burundais" ont choisi de s'établir en ville, à Kigali en particulier, où ils occupent une partie considérable du terrain, y compris le terrain politique. L'idéologie qu'ils véhiculent n'est pas seulement contraire à celle du FPR original, mais elle constituerait - si elle perçait - également un obstacle à une solution politique du problème rwandais. En outre, l'injection de cette idéologie ethnicienne et revancharde contribue au danger d'éclatement du FPR. »

D'ici l'élection présidentielle, la Coalition pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France publie chaque mois un Dossier noir (disponible à Survie - 20 F.). Le 7 janvier : Les liaisons mafieuses de la Françafrique.

L'Arc-en-ciel (Kigali, cité par *Courrier international* du 15/12/1994) : « Le conflit est à la fois culturel et géographique. [...] Pourtant, ces Rwandais venus d'ailleurs [les "Burundais"] ont enterré les morts, repapés les maisons, lavé les traces de sang. Pourtant, cette dynamique conflictuelle des groupes n'est en soi pas mauvaise. Il suffit simplement de la gérer. Regardez, en Israël, ceux qu'on appelle les ashkénazes sont regardés en chiens de faïence par les séfarades. Cette animosité n'a jamais empêché la création de l'État d'Israël. »

[Certes, mais l'antiracisme s'y est officiellement imposée. Il est d'ailleurs battu en brèche par le fanatisme de certains "colons"].

The Guardian, L'armée rwandaise vaincue prépare un retour de type Intifada, 19/12/1994 (Chris Mc GREAL) : « Le colonel Théoneste Bagosora, commandant en second [des ex-FAR], déclare qu'il prépare des attaques de guérilla pour déstabiliser le gouvernement et provoquer un soulèvement populaire. "[...] Il y a, dit-il, une autre méthode que la guerre conventionnelle, celle des Palestiniens qui se sont battus avec des fusils, la désobéissance, et la déstabilisation. Cela leur a pris du temps, mais ils ont fini par rentrer chez eux". Des milliers de soldats [...] ont, selon des témoins, été transportés en bus au camp de Chimanga. [...] Un visiteur étranger a estimé que 5 000 hommes s'y trouvaient, et qu'un nombre égal y avait transité. Ils suivent un programme rigoureux [...]. Des troupes rwandaises et des milices ont aussi été entraînées au camp de Kanganiro [...].

Le colonel Munyakazi [chef du camp de Chimanga] s'est vanté que des militaires français lui ont offert de l'aider à entraîner ses hommes. Il n'y a pas de certitude d'une implication française [...], mais les contacts sont maintenus, et des attachés militaires français sont venus ces dernières semaines depuis la France et Kinshasa jusqu'à Goma et Bukavu. [...]

Des réfugiés armés ont fait des incursions paramilitaires au Rwanda depuis les camps de Goma. [...] L'attaque la plus importante, avec fusils et grenades, a fait 85 morts. »

Traits d'union Rwanda (Louvain), **Synthèse** de l'édition spéciale : **Points de vue africains sur la reconstruction du Rwanda**, 11/1994 (John VANDAELE) : « Pierre Buyoya, ancien président du Burundi, qui sait mieux que personne que le Burundi et le Rwanda sont comme des vases communicants, a déclaré : "Au Rwanda et au Burundi, il y a une idéologie génocidaire où les gens pensent résoudre leurs problèmes en exterminant les autres. Un tribunal international pourrait saper cette idéologie, faire en sorte que les politiques y réfléchissent à deux fois avant de recommencer". Mais les effets d'un tel tribunal sont encore loin. [...] La manière dont l'enquête est menée par l'ONU est dérisoire. Le rassemblement de preuves piétine : l'ONU manque d'effectifs (25 personnes pour 147 communes), et ils n'ont souvent pas les qualifications requises. Il s'agit souvent de *young graduates* qui ne parlent ni le français, ni le kinyarwanda, alors qu'il est précisément difficile de trouver des interprètes impartiaux. Ou bien les Nations Unies gèrent leur personnel de manière désastreuse, ou bien l'organisation ne veut pas vraiment que justice soit faite. Certains enquêteurs ont cru à cette dernière explication et ont présenté leur démission pour cette raison. [...] Certaines puissances ne sont pas pressées d'établir la vérité. »

La Tribune des démocrates (Togo), **Roussin ou Ali Baba et les 40 voleurs**, 22/11/1994 (Ayayi Togoata APÉDO-AMAH) : « Le piège à cons qui fonctionne depuis 1960 [...] consiste à venir en Afrique pour chanter les éloges médiatisés des bourreaux de l'Afrique, en les présentant comme des messies incontournables pour le salut de nos États sinistrés par les méfaits de la kleptocratie, du tribalisme et du fascisme tropical grand-guignolesque. 24 heures ou 48 heures passées en qualité d'hôte de marque à côté d'un dictateur civil ou d'un sergent-président rapportent gros, très gros : une valise bourrée de CFA, en coupures de 10 000, des diamants, de l'or ou quelques cargos de phosphate, de manganèse ou de bauxite. [...]

La paupérisation du continent africain par des dirigeants indignes enrichit dans une large mesure les fripons et fripouilles de l'hexagonale métropole et des colonies, on est entre copains et coquins. Le principal artisan de cette politique n'est autre que François Mitterrand qui a encouragé et flatté les dictateurs, ses hommes-liges, pour permettre à la faune politico-affairiste française de prospérer afin d'assurer le financement clandestin et illicite des partis politiques. [...] [Je] proteste véhémentement contre l'attribution d'une médaille d'un ordre national au sieur Roussin, impliqué jusqu'au cou dans une magouille de fausses factures, [et qui] a fait bon marché de la vie et des indicibles souffrances du peuple togolais en remettant en selle un homme élu à la soviétique avec "97 %" des suffrages ».

Les nouvelles du Togo, Édito, 01/12/1994 : « L'Afrique reste une des principales bases du réseau de corruption et de trafic d'influence en France, rôle appelé à s'accroître ces prochaines années compte tenu des difficultés grandissantes du monde politico-économique français à poursuivre certaines pratiques douteuses en France. [...] De l'extrême droite à la gauche française, tous [les élus] semblent être animés par le même intérêt invouable de se réserver un dernier espace de liberté, l'Afrique. Et les juges français ? [...] Les pratiques des responsables français inacceptables en France, dès lors qu'il s'agira de l'Afrique, ne relèveront-elles pas d'une "normalité" ou "tradition" africaine à leurs yeux aussi ? Dans tous les cas, ces juges auront l'occasion de s'interroger sur les dessous du prochain "Paris-Dakar" des principaux responsables politiques français à l'approche de l'élection présidentielle de mai 1995. À parier que les étapes Eyadema, Mobutu et Biya ne seront pas les moins animées. »

L'Afrique à Biarritz*

Mise en examen de la politique de la France

Les "Actes" du "contre-sommet" - hautement révélateurs d'une politique qui atteint le Sommet de l'hypocrisie.

*. Karthala. Ce livre peut être commandé à Survie (90 F.)

LIRE

L'Afrique sans africains. Le rêve blanc du continent noir, Antoine GLASER et Stephen SMITH, Stock, 1994, 300 p.

Une mine d'informations. Des thèses « discutables », au sens premier : à débattre.

Le Sud dans la nouvelle économie mondiale, Sylvie BRUNEL, PUF, 1994, 406 p.

Un manuel de synthèse, clair et sans complaisance, par un auteur d'expérience. Un panorama très complet.

Crédits sans frontières. La religion séculière de la Banque mondiale, Susan GEORGE et Fabrizio SABELLI, La Découverte, 1994, 280 p.

Quel « cadeau » passionnant, pour les 50 ans de la BM, que ce pèlerinage aux sources !

SUPPLEMENT AU "POINT SUR LA LOI POUR LA SURVIE ET LE DEVELOPPEMENT" - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE

PRIX: 6 FF - SURVIE, Tél.: (33.1) 43 27 03 25 ; Fax: 43 20 55 58 - COMMISSION PARITAIRE N°71982 - DEPOT LEGAL JANVIER 1995 - ISSN 1155-1666